

**ARRÊTÉ**  
**portant prescriptions complémentaires**  
**Installations classées pour la protection de l'environnement**  
**Société LACTINOV ABBEVILLE à ABBEVILLE et VAUCHELLES-LES-QUESNOY**

**LE PRÉFET DE LA SOMME**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

**Vu** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

**Vu** la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14 et R. 181-46 et R. 181-45 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 23 janvier 2007 à la société FLANDRES PICARDIE LAIT (aujourd'hui LACTINOV ABBEVILLE) pour l'exploitation d'une unité de collecte et de traitement du lait et dérivés située route de Vauchelles à ABBEVILLE et VAUCHELLES-LES-QUESNOY ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Artois-Picardie et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

**Vu** l'arrêté cadre du préfet de la Somme du 25 octobre 2022 prescrivant des mesures coordonnées de gestion de l'eau sur le réseau hydrographique du département de la Somme en période de sécheresse et définissant des seuils entraînant des mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** la note ministérielle du 16 septembre 2019 du ministère de la transition écologique et solidaire ;

**Vu** les volumes prélevés annuellement déclarés par l'exploitant de la société LACTINOV dans ses déclarations annuelles des émissions polluantes sous GERP au titre des années 2018 à 2023 ;

**Vu** les compléments transmis par l'exploitant à la préfecture de la Somme par courriels du 26 mai et 22 décembre 2023 ;

**Vu** le dossier de porter-à-connaissance déposé le 15 décembre 2020 et complété le 12 mars 2024 en vue notamment de regrouper les entités BABYDRINK et LACTINOV ABBEVILLE ;

**Vu** le rapport et les propositions du 17 juillet 2024 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 10 septembre 2024, reçu le 13 septembre suivant ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courrier du 25 septembre 2024 ;

**Considérant ce qui suit :**

1. la société LACTINOV ABBEVILLE est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement à ABBEVILLE et VAUCHELLES-LES-QUESNOY, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 23 janvier 2007 ;
2. l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) no 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification CLP, et qu'il existe un risque de contamination des eaux souterraines et des sols sur l'emprise des installations ;
3. il convient de prescrire une surveillance périodique des sols et des eaux souterraines ;
4. dans son dossier de réexamen précité, l'exploitant :
  - conclut que ses installations sont conformes aux meilleures techniques disponibles qui lui sont applicables ;
  - n'a pas formulé de demande de dérogation ;
  - a formulé une demande d'application d'une technique disponible alternative qu'il convient d'encadrer.
5. par conséquent, il convient d'acter les déclarations de l'exploitant et d'actualiser les prescriptions des arrêtés préfectoraux du site afin de les rendre compatibles avec ces meilleures techniques disponibles ;

6. l'objectif de bon état des masses d'eau est fixé par la directive 2000/60/CE susvisée ;
7. l'objectif de réduction des prélèvements en eau est de 10% d'ici à 2025 et 25% en 15 ans, fixé dans la feuille de route découlant des assises de l'eau, et rappelé par Mme la ministre de la transition écologique et solidaire dans sa note du 16 septembre 2019 susvisée ;
8. au regard des arrêtés de restrictions d'usage ayant placé le bassin versant Somme aval, dans lequel se situe l'établissement, en différents niveaux de sécheresse ces dernières années. Notamment en 2023, le bassin versant a été placé en vigilance renforcée sécheresse par arrêté préfectoral du 17 juillet 2023, puis en vigilance par arrêté préfectoral du 28 août 2023 jusqu'au 29 décembre 2023. Il y a lieu d'imposer à cet exploitant la réalisation d'une étude technico-économique relative aux mesures de limitation des usages de l'eau et d'un plan d'actions sécheresse ;
9. l'analyse des volumes prélevés par l'établissement depuis 2018 permet de fixer un volume maximal annuel de prélèvement ;
10. le volume prélevé annuellement est significatif, et il convient donc d'étudier par quels moyens ce volume pourraient être réduits ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. OBJET**

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2007 autorisant la société LACTINOV ABBEVILLE à exploiter ses installations à ABBEVILLE et VAUCHELLES-LES-QUESNOY sont modifiées par les articles ci-dessous.

### **ARTICLE 2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral d'autorisation du 23 janvier 2007	Article 1.1.1	Modifié par l'article 3 du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 29 mars 2007	Article 2	Remplacé par l'article 4 du présent arrêté

### **ARTICLE 3. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société LACTINOV ABBEVILLE, dont le siège social est situé route de Vauchelles à ABBEVILLE, est autorisée à exploiter ses installations à ABBEVILLE et VAUCHELLES-LES-QUESNOY (parcelles cadastrées : BN 78, 596, 384, 387, 768, 565, 566, 568, 595, 634, 635, 669, 670, 671, 672, 770, 771 ZI 159, 161, 162, ZO 15, 60, 62, 83, 87, 88 et 52).

### **ARTICLE 4. BESOINS EN EAU**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mars 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les prélèvements d'eau au réseau public réalisés par l'exploitant sont limités dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )	Débit moyen journalier de prélèvement (m <sup>3</sup> /j) (moyenne hebdomadaire)
Réseau de distribution public	ABBEVILLE	530 000	1500

Qu'elle soit puisée dans les nappes souterraines, dans les cours d'eau ou canaux, prélevée sur le réseau de distribution d'eau potable, l'eau doit être utilisée rationnellement en évitant tout gaspillage. Les consommations d'eau sont réduites autant que possible et limitées au strict nécessaire.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

#### **ARTICLE 5. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU**

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement.

Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations classées via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :

- tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;
- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.

#### **ARTICLE 6. ÉTUDE TECHNICO-ÉCONOMIQUE**

L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau de manière pérenne, avec pour objectif une diminution de 10% d'ici à 2027 par rapport à la limite maximale annuelle de prélèvement fixée à l'article 4 du présent arrêté.

L'étude comporte a minima les éléments suivants :

- état actuel : définition des besoins en eau, description des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, description des équipements de prélèvements, description des procédés consommateurs en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière ;
- description des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées ;
- étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles ;
- échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées.

L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.

#### **ARTICLE 7. PLAN D'ACTIONS « SÉCHERESSE »**

L'exploitant établit un plan d'actions « sécheresse ».

Ce plan d'actions devra comporter une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse, et les effets qu'elles ont produits (bilan environnemental, réduction des prélèvements).



Ce plan d'actions détaille :

- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un niveau de « vigilance renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 5% sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 75 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours ;
- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'« alerte sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte, une diminution des prélèvements de 10 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 150 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours ;
- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau d'« alerte renforcée sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte renforcée, une diminution des prélèvements de 20% sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé de 300 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte ou alerte renforcée) pour l'épisode de sécheresse en cours ;
- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau de « crise sécheresse ». Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en termes de diminution des consommations. Pour ce niveau de crise, une diminution des prélèvements significativement supérieure à 20 % sera visée, soit une diminution du volume moyen journalier prélevé significativement supérieure à 300 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise du premier arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau sur le bassin versant (vigilance renforcée, alerte, alerte renforcée ou crise) pour l'épisode de sécheresse en cours.

Le niveau de crise sécheresse peut aboutir à l'interdiction de prélèvement d'eau pour tout usage autre que pour des raisons de sécurité ou de salubrité.

Le plan d'actions précise également les données sur lesquelles l'exploitant s'appuie pour définir le volume moyen journalier prélevé du mois, représentatif de l'activité de l'établissement, précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau.

Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise se matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant Somme aval au niveau de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

## **ARTICLE 8. DÉLAIS**

L'étude technico-économique et le plan d'actions demandés aux articles ci-dessus du présent arrêté seront adressés à l'inspection des installations classées **dans un délai de 9 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

## **ARTICLE 9. ÉQUIPEMENTS FRIGORIFIQUES**

Dans le cadre de la mise en œuvre de techniques alternatives à la MTD n° 9, l'exploitant met en place les prescriptions suivantes :

- renforcement des exigences de contrôle d'étanchéité de l'installation frigorifique en doublant la fréquence ;
- transmission à l'inspection d'un bilan annuel des résultats des contrôles d'étanchéité effectués

sur l'installation, accompagné des fiches d'intervention associées ;

- engagement des réparations de toute fuite dans les 48 h avec justification de la pérennité du dispositif de réparation ou mise à l'arrêt de l'équipement ;
- limitation de la durée de la technique alternative jusqu'au 4 décembre 2027.

## **ARTICLE 10. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

### **Article 10.1. Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines**

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

### **Article 10.2. Réseau et programme de surveillance**

L'exploitant propose au préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, un programme de surveillance des eaux souterraines, établi conformément à la prestation « Conception de programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2. La fréquence de surveillance des eaux souterraines sera au minimum d'une fois tous les 5 ans.

Ce programme est mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du préfet.

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans le présent arrêté.

## **ARTICLE 11. SURVEILLANCE DES SOLS**

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés BGP 1 à 4 et BGP 8 à 13 dans le rapport de base ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente. Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans.

Le programme d'analyses et la localisation des points sont précisés en annexe du présent arrêté.

## **ARTICLE 12. PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois aux mairies d'ABBEVILLE et de VAUCHELLES-LES-QUESNOY. Une copie de l'arrêté sera par ailleurs déposée aux mairies d'ABBEVILLE et de VAUCHELLES-LES-QUESNOY pour être tenue à la disposition du public.

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif au contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Procès-verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins du maire à la préfecture de la Somme.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département, pour une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 12. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier) ou par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;

- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tiers, auteur du recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

## **ARTICLE 13. EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète d'ABBEVILLE, les maires d'ABBEVILLE et de VAUCHELLES-LES-QUESNOY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France et l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LACTINOV ABBEVILLE.

Amiens, le 21 OCT. 2024

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

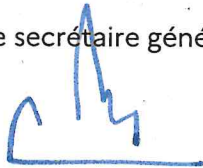


Emmanuel MOULARD

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du 21 OCT. 2024

Pour le préfet et par délégation,

le secrétaire général,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'E' followed by a series of loops and a final vertical stroke.

Emmanuel MOULARD



## Annexe – Programme d'analyses et localisation des sondages

Secteur	Nom	Substances analysées
Zone 4/5, 9a, 9b, 9c, Nettoyage en Place	BGP1	Fer Sodium pH Ammonium Nitrates Nitrites Sulfates Soufre
	BGP2	Fer Sodium pH Ammonium Nitrates Nitrites Sulfates Soufre
	BGP3	Fer Sodium pH Ammonium Nitrates Nitrites Sulfates Soufre
	BGP4	Fer Sodium pH Ammonium Nitrates Nitrites Sulfates Soufre
Stockage produits chimiques – Zone 70	BGP8	Sodium pH Nitrates Nitrites Phosphore Sulfates Alcools Soufre Amines
	BGP9	Sodium pH Nitrates Nitrites Phosphore Sulfates Alcool Soufre Amines
	BGP10	-
STEP et stockage STEP	BGP11	Métaux : Arsenic Cadmium Chrome Cuivre Mercure Nickel Plomb Sodium Zinc  HCT volatils C5-C10 HCT C10-C40 HAP BTEX pH Ammonium Nitrates Nitrites Sulfates Soufre
	BGP12	Métaux : Arsenic Cadmium Chrome Cuivre Mercure Nickel Plomb Sodium Zinc  HCT volatils C5-C10 HCT C10-C40 HAP BTEX pH Ammonium Nitrates Nitrites Sulfates Soufre
	BGP13	Métaux : Arsenic Cadmium Chrome Cuivre Mercure Nickel Plomb Sodium Zinc  HCT volatils C5-C10 HCT C10-C40 HAP BTEX pH Ammonium Nitrates Nitrites Sulfates Soufre

